

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(78)2840

Vol. 1978/0074

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 29.6.1978

Secrétariat général

SEC(78)

SEC(78) 2840

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E. 0645/78

ACCELERÉE - REPONSE FACTUELLE

Délai: LUNDI 3 JUILLET 1978 - 12 H

Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n° 135/78

posée par M. VERHAEGEN

sur les prix et revenus agricoles

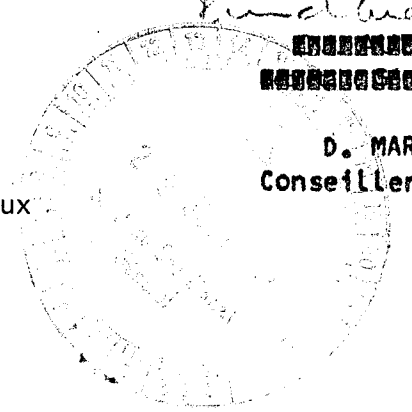
projet établi par M. GUNDELACH

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.J. question
projet de réponse

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président


D. MARQUAND
Conseiller Principal



Handwritten initials or signature in the bottom right corner.

PARLEMENT EUROPÉEN

Question écrite n° 135/78

de M. Verhaegen

à la Commission des Communautés européennes

Objet : Prix et revenus agricoles

Au cours de la séance plénière du Parlement européen du 15 mars 1978, M. Gundelach, membre de la Commission, a déclaré notamment :

- qu'en 1977, le revenu agricole a augmenté de 2,6 % par rapport à 1976 ;
- qu'une hausse de prix de 2 % entraîne, en Belgique, une augmentation de revenu de 4,5 % ;
- que de 1970 à 1977, le revenu agricole a augmenté, en Belgique, de 10 % de plus qu'en Allemagne et aux Pays-Bas, alors que la hausse des coûts n'a été supérieure, respectivement, que de 6 % et 5 %.

1. J'aimerais savoir comment la Commission concilie ces affirmations nouvelles avec d'autres données qu'elle a elle-même diffusées, selon lesquelles en 1977, les revenus agricoles n'ont quasiment pas varié par rapport à 1976, leur accroissement en termes réels se chiffrant par 0,5 % seulement. Pour 1976, on fait état d'une augmentation de 2,6 % par rapport à 1975 et on précise aussitôt qu'en 1977, les accroissements réels ont été de + 21,5 % en Irlande et de + 10,9 % au Danemark, mais de - 5,2 % aux Pays-Bas, de - 8,4 % en Allemagne et de - 6,7 % en Belgique.

La Commission pourrait-elle élucider toutes ces contradictions ?

2. Comment la Commission peut-elle conclure de ces contradictions qu'une hausse des prix entraîne un accroissement de revenu de 4,5 % en Belgique, mais pas dans d'autres Etats membres ?
3. M. Gundelach s'est-il rendu compte qu'en prenant l'année 1970 comme année de référence, il se basait sur la plus mauvaise campagne agricole depuis l'entrée en vigueur de la politique agricole commune, cette année ayant d'ailleurs précédé la révolte paysanne du 23 mars 1971 ? N'estime-t-il pas que cette référence est de nature à induire le Parlement en erreur ?
4. Si la Commission entendait comparer les revenus de 1977 et de 1970, pourquoi ne l'a-t-elle pas fait en se basant sur deux périodes de 3 ans, par exemple 1968-1969-1970 et 1974-1975-1976, de façon à rendre un peu moins apparentes les fluctuations du revenu agricole ?

pourquoi n'a-t-elle pas procédé, parallèlement, à une comparaison des chiffres caractérisant l'évolution des revenus non agricoles ? Serait-ce qu'elle renonce tout simplement au principe de la parité des revenus ?

La Commission peut-elle procéder à cette double comparaison et en indiquer, par Etat membre, les résultats ?

Embargo pour diffusion et publication : le 20 avril 1978

gh/yd

PE 53.256

1. Les informations données par la Commission sur l'évolution des revenus des agriculteurs ne sont pas contradictoires. L'Honorable Parlementaire voudra bien se reporter aux observations que M. GUNDELACH a faites devant le Parlement européen le 15 mars 1978 (1).
2. Les hausses de prix ont un effet multiplicateur sur les revenus des agriculteurs de tous les Etats membres. En Belgique, par exemple, une augmentation des prix de 2 % se traduit par un accroissement de 4,5 % des revenus. Dans d'autres Etats membres, le chiffre final est différent mais le résultat est le même.
3. L'utilisation de l'année 1970 comme année de référence n'avait pas pour but d'induire le Parlement en erreur.
4. Les chiffres portant sur une période plus longue (1968-1976) montrent que dans l'agriculture les revenus réels ont augmenté plus rapidement que dans les autres secteurs de l'économie : la valeur ajoutée nette en termes réels par personne occupée a augmenté de 40 % dans l'agriculture et de 31 % dans l'ensemble de l'économie. La comparaison des moyennes établies pour 3 ans pour 1974 - 1975 - 1976 d'une part, et 1968 - 1969 - 1970 d'autre part, donne respectivement 32 et 23 %. Le tableau ci-dessous mentionne ces chiffres par Etat membre.

La Commission rappelle à l'Honorable Parlementaire que lorsqu'elle élabore ses propositions en matière de prix agricoles, elle tient compte des objectifs énoncés à l'article 39 du Traité CEE.

.../...

(1) Compte rendu des débats de la session de mars 1978, pages 76-83

Croissance de la valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs en termes réels (2)
par personne occupée dans tous les secteurs de l'économie et dans l'agriculture
(moyenne 1974/76; moyenne 1968/70 = 100)

ETAT MEMBRE	Tous les secteurs	Agriculture
Belgique	131,6	126,1
Danemark	115,8	132,2 (3)
République fédérale d'Allemagne	123,6	108,0
France	125,8	141,4
Irlande	126,4	139,2
Italie	120,8	136,5
Luxembourg	106,0	122,0
Pays-Bas	127,5	103,3
Royaume-Uni	116,1	134,7
Communauté des Neufs	122,6	131,8

(2) Déflatés par l'indice des prix implicite du produit intérieur brut
aux prix de marché

(3) 1970 = 100

Bruxelles, le 29.6.1978

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E. 0645/78

ACCELEREE - REPONSE FACTUELLE

Délai: LUNDI 3 JUILLET 1978 - 12 H

Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

OBJET: Adoption du projet de réponse à la question écrite n° 135/78
posée par M. VERHAEGEN
sur les prix et revenus agricoles

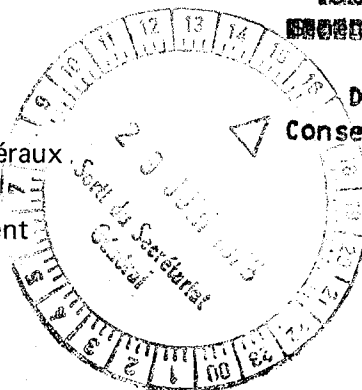
projet établi par M. GUNDELACH

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.J. question
projet de réponse

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président

D. MARQUAND
Conseiller Principal



EUROPÄISCHES PARLAMENT

Schriftliche Anfrage Nr. 135/78

von Herrn Verhaegen

an die Kommission der Europäischen Gemeinschaft

Betrifft: Agrarpreise und Agrareinkommen

In der Plenarsitzung des Europäischen Parlaments vom 15. März 1978 hat der Vizepräsident der Kommission, Herr Gundelach, u.a. erklärt,

- daß das Agrareinkommen 1977 gegenüber 1976 um 2,6 % gestiegen sei;
- daß eine Preissteigerung von 2 % in Belgien eine Einkommenssteigerung um 4,5 % bedeute;
- daß das Agrareinkommen in Belgien zwischen 1970 und 1977 mit 10 % stärker angestiegen sei als in der Bundesrepublik Deutschland und in den Niederlanden, während die Kostensteigerungen nur um 6 % bzw. 5 % höher lagen.

1. Ich würde gerne von der Kommission erfahren, wie diese bisher noch nie geäußerten Behauptungen zu anderen von der Kommission verbreiteten Angaben passen, nach denen 1977 die landwirtschaftlichen Einkommen nahezu überhaupt keine Änderungen gegenüber 1976 zeigten und real nur um 0,5 % gestiegen seien. Für 1976 wurde ein Anstieg von 2,6 % gegenüber 1975 verzeichnet; im gleichen Atemzug jedoch wird behauptet, daß die realen Steigerungen für 1977 folgende Werte zeigten: Irland + 21,5 %; Dänemark + 10,9 %; dagegen Niederlande - 5,2 %; Bundesrepublik Deutschland - 8,4 % und Belgien - 6,7 %.

Könnte mir die Kommission alle diese Widersprüche auflösen?

2. Wieso kann die Kommission aus diesen Widersprüchen schließen, daß eine Preissteigerung in Belgien zu einer Einkommenssteigerung von 4,5 % führe, in anderen Mitgliedstaaten dagegen nicht?

3. War der Vertreter der Kommission sich dessen bewußt, daß er mit seinem Hinweis auf 1970 sich auf das schlimmste Agrarjahr seit Bestehen der Gemeinsamen Agrarpolitik bezogen hat, dem ein Jahr später der Bauernaufstand vom 23. März 1971 folgte? Hält er einen derartigen Hinweis nicht für eine Irreführung des Parlaments?

../..

4. Wenn die Kommission schon einen Vergleich zwischen den Einkommen von 1970 und denen von 1977 anstellen will, warum hat sie dann nicht wenigstens zwei Dreijahresperioden, etwa 1968/69/70 gegenüber 1974/75/76, miteinander verglichen, um so wenigstens einigermaßen die starken Schwankungen der Agrareinkommen auszugleichen?

Warum hat sie nicht gleichzeitig einen Vergleich mit der Einkommensentwicklung außerhalb der Landwirtschaft angestellt, oder läßt diese Unterlassung darauf schließen, daß sie den Grundsatz des vergleichbaren Arbeitseinkommens fallen läßt?

Kann die Kommission diese beiden Vergleichszahlen - aufgeschlüsselt nach Mitgliedstaaten - bekanntgeben?

Sperrfrist für Verteilung und Veröffentlichung: 20. April 1978

1. Die Auskunft der Kommission über die landwirtschaftlichen Einkommen enthält keine Widersprüche. Der Herr Abgeordnete wird gebeten, die von Herrn GUNDELACH am 15. März 1978 im Europäischen Parlament abgegebenen Erklärungen zu berücksichtigen (1).
2. Preiserhöhungen wirken sich in allen Mitgliedstaaten um ein Mehrfaches auf die landwirtschaftlichen Einkommen aus. In Belgien beispielsweise führt ein zweiprozentiger Preisanstieg zu 4,5 % höheren Erlösen. In anderen Mitgliedstaaten ergibt sich ein anderer Endwert, im wesentlichen tritt aber keine Änderung ein.
3. Durch die Bezugnahme auf 1970 war nicht beabsichtigt, das Parlament irrezuführen.
4. Die Zahlenangaben für einen längeren Zeitraum (1968-1976) lassen erkennen, dass die realen Einkommen in der Landwirtschaft schneller gestiegen sind als in der übrigen Wirtschaft: Während die Nettowertschöpfung je Erwerbstätigen in der Landwirtschaft real um 40 % zunahm, waren es in der gesamten Wirtschaft 31 %. Vergleicht man die Dreijahresdurchschnitte von 1974-1975-1976 und 1968-1969-1970, dann betragen diese Zahlen 32 bzw. 23 %. Die nachstehende Tabelle zeigt diese Zahlen je Mitgliedstaat.

Die Kommission erinnert den Herrn Abgeordneten daran, dass sie bei der Formulierung ihrer Agrarpreisvorschläge den in Artikel 39 des Römischen Vertrages festgelegten Zielen Rechnung trägt.

(1) Sitzungsberichte (Verhandlungen) über die Sitzungsperiode März 1978, S. 76-83

Zunahme der realen Nettowertschöpfung zu Faktorkosten (2) je Erwerbstätigen
in allen Wirtschaftsbereichen und in der Landwirtschaft

(Ø 1974/76; Ø 1968/70 = 100)

Mitgliedstaat	Alle Bereiche	Landwirtschaft
Belgien	131,6	126,1
Dänemark	115,8	132,2 (3)
Bundesrepublik Deutschland	123,6	108,0
Frankreich	125,8	141,4
Irland	126,4	139,2
Italien	120,8	136,5
Luxemburg	106,0	122,0
Niederlande	127,5	103,3
Vereinigtes Königreich	116,1	134,7
Neuner-EWG	122,6	131,8

(2) berichtigt um die Preisentwicklung des Bruttoinlandsprodukts zu
Marktpreisen

(3) 1970 = 100

TEXTE E

Bruxelles, le 29.6.1978

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E. 0645/78

ACCELEREE - REPONSE FACTUELLE

Délai : LUNDI 3 JUILLET 1978 - 12 H

Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

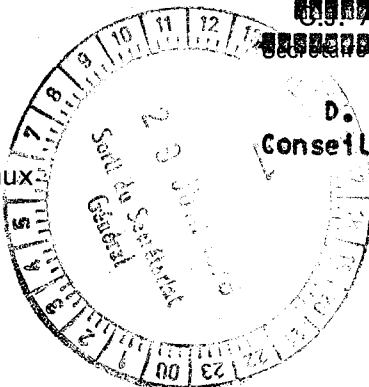
OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n° 135/78
posée par M. VERHAEGEN
sur les prix et revenus agricoles

projet établi par M. GUNDELACH

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.J. question
projet de réponse

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président



G. J. AUDLAND
Secrétaire Général

D. MARQUAND
Conseiller Principal

MS

EUROPEAN PARLIAMENT

Written Question No. 135/78

by Mr Verhaegen

to the Commission of the European Communities

Subject: Agricultural prices and incomes

At the European Parliament's plenary sitting of 15 March 1978

Commissioner Gundelach stated that:

- in 1977 farmers' incomes rose by 2.6% over 1976;
- a price increase of 2% will lead to a 4.5% increase in incomes in Belgium;
- between 1970 and 1977 farmers' incomes in Belgium rose by 10% more than in West Germany and the Netherlands, while cost increases amounted to only 6% and 5% respectively.

1. I should like to hear how the Commission reconciles these claims, which have never been made before, with other figures put out by the Commission showing that, in 1977, agricultural incomes remained virtually unchanged by comparison with 1976 and, in real terms, rose by only 0.5%. A rise of 2.6% on the 1975 figure was recorded for 1976 and, in the same breath, it was stated that the increases in real terms for 1977 were: +21.5% in Ireland, +10.9% in Denmark, but -5.2% in the Netherlands, -8.4% in West Germany and -6.7% in Belgium.

Can it explain these conflicting figures?

2. How can it deduce from these conflicting figures that a price increase will lead to an increase in incomes of 4.5% in Belgium but not in other Member States?
3. Was the Commissioner aware that, in referring to 1970, he was referring to the worst year for agriculture since the inception of the Common Agricultural Policy, the year leading up to the farmers' rebellion of 23 March 1971? Does he not consider such a reference to be misleading for Parliament?
4. If the Commission wishes to draw a comparison between incomes in 1970 and 1977, why did it then not compare two three-year periods, for

.../...

example, 1968/69/70 and 1974/75/76 in order thereby to offset to some extent the fluctuations in farmers' incomes?

Why did it not make a parallel comparison between the development of non-agricultural incomes or is it simply disregarding the principle of incomes equivalence?

Will it publish these two sets of comparative figures for each Member State?

Release date for distribution and publication:

20 April 1978

ANSWER TO WRITTEN QUESTION NO 135/78 BY MR VERHAEGEN

1. There is nothing contradictory in the information given by the Commission on the changes in farmers' incomes. The Honourable Member's attention is drawn to Mr Gundelach's remarks in Parliament on 15 March 1978¹.
2. Price increases have a multiplying effect on farmers' earnings in all Member States. In Belgium, for example, a 2% price rise leads to a 4.5% rise in earnings. In other Member States the final figure will differ but the principle is the same.
3. The use of a 1970 base was not intended to mislead Parliament.
4. Figures for a longer period (1968-76) show that real incomes for farmers have increased more rapidly than those in the rest of the economy: net value added in real terms per person employed rose by 40% in agriculture, by 31% in the total economy. Comparing the three-year average 1974-76 with 1968-70, the increase in net value added was 32% in agriculture and 23% in the total economy. Figures by Member State are shown in the table below.

The Commission would remind the Honourable Member that in formulating its agricultural price proposals, it bears in mind the objectives set out in Article 39 of the EEC Treaty.

./.

¹ Report of Proceedings, p. 60-66.

Growth of net value added at factor cost in real terms² per person employed in all economic sectors and in agriculture
(Ø 1974- 76; Ø 1968-70 = 100)

	All sectors	Agriculture
Belgium	131.6	126.1
Denmark	115.8	132.2 ³
France	125.8	141.4
Germany	123.6	108.0
Ireland	126.4	139.2
Italy	120.8	136.5
Luxembourg	106.0	122.0
Netherlands	127.5	103.3
United Kingdom	116.1	134.7
Community	122.6	131.8

² Deflated by implicit price index of gross domestic product at market prices.

³ 1970 = 100.